

Lettre ouverte à Mark Zuckerberg sur Internet.org, la neutralité du Net, la protection de la vie privée et la sécurité

18 mai 2015

Monsieur,

Nous, soussignés, sommes préoccupés par le lancement et l'expansion de la plateforme Internet.org par Facebook ainsi que les implications qu'elle pourrait avoir pour le réseau ouvert Internet dans le monde. Dans ce réseau, le contenu, les applications et les services sont traités de façon égale, sans discrimination. Nous sommes surtout inquiets du fait que Facebook invoque l'accès à Internet pour les personnes défavorisées pour justifier sa violation de la neutralité du Net.

Nous sommes d'avis que Facebook est en train de redéfinir inadéquatement la neutralité du Net dans ses déclarations publiques et de construire un « jardin fermé » dans lequel les personnes les plus pauvres ne pourront accéder qu'à un ensemble limité de sites et de services Web non protégés. Nous sommes aussi très soucieux du marketing qui accompagne Internet.org et qui le présente comme un moyen d'accéder à tout Internet, alors qu'en réalité, il ne donnera accès qu'à un nombre limité de services rattachés à Internet approuvés par Facebook et les fournisseurs de service Internet (FSI) locaux. Dans sa conception actuelle, Internet.org viole les principes de la neutralité du Net, menace la liberté d'expression, l'égalité des chances, la sécurité, la vie privée et l'innovation.

Nous aussi adhérons à l'objectif de rendre Internet accessible aux deux tiers de la population mondiale qui n'en disposent pas actuellement. Voilà des années que certains d'entre nous travaillons à combler le fossé numérique, notamment en construisant des installations d'accès à Internet dans les bibliothèques publiques et les télé centres, en appuyant les entreprises communautaires de télécommunications à large bande, en encourageant les investissements publics dans l'infrastructure à large bande et en rendant les services et sites Web plus accessibles aux gens avec des téléphones polyvalents. Nous avons toujours cherché à assurer un accès non discriminatoire au réseau complètement ouvert d'Internet sans privilégier d'applications ou de services particuliers et sans compromettre la vie privée et la sécurité des utilisateurs.

Il semble qu'Internet.org s'apprête à prendre une autre voie.

Dans une vidéo du 4 mai dernier, vous avez annoncé de nouvelles règles concernant Internet.org. Vous avez aussi argumenté qu'Internet.org ne viole pas la neutralité du Net. Cependant, sur le site Web qui accompagne vos déclarations, les nouvelles règles disent explicitement que [traduction libre] « les sites Web doivent être bien intégrés avec Internet.org pour permettre l'application d'un taux zéro ».

Ci-dessous, nous détaillons nos préoccupations sur la structure actuelle et la mise en œuvre d'Internet.org :

- **Neutralité du Net** : La neutralité du Net permet la liberté d'expression et l'égalité des chances en donnant aux gens la possibilité de chercher, de recevoir, d'échanger de l'information et d'interagir en égaux. Pour que la neutralité soit véritable, il faut qu'Internet demeure une plateforme ouverte où les FSI traitent le contenu, les applications et les services également, sans discrimination. Il est important pour la neutralité du Net que chacun puisse innover sans avoir à obtenir de permission pour le faire.

Nous prions instamment Facebook d'affirmer son adhésion à la véritable définition de la neutralité du Net, une définition qui prévoit que toutes les applications et tous les services sont traités également et sans discrimination, surtout dans les régions du monde les plus peuplées, où vont se brancher les trois prochains milliards d'utilisateurs d'Internet, et à combler les graves failles que présente l'actuelle version d'Internet.org sur le plan de la sécurité et de la protection de la vie privée.

- **Taux zéro** : Le taux zéro des FSI consiste à offrir aux clients un ensemble précis de services ou d'applications gratuitement, sans forfait de données, ou à ne pas considérer certains services ou applications dans le calcul des données utilisées. Cette pratique est discriminatoire et c'est la raison pour laquelle elle a été bannie ou limitée dans certains pays comme le Canada, les Pays-Bas, la Slovénie et le Chili.

Or, cette pratique est actuellement à la base du modèle d'Internet.org. Facebook a établi des partenariats avec des FSI de partout dans le monde pour offrir un accès gratuit à certaines applications Internet aux utilisateurs. Ces ententes de partenariat portent atteinte à la liberté d'expression et à l'égalité des possibilités en donnant aux FSI le pouvoir de privilégier certains services Internet par rapport à d'autres, ce qui entrave la libre circulation de l'information et restreint les droits des gens face aux réseaux.

- **Nomenclature** : Internet.org vend l'idée que les applications à tarification nulle représentent Internet, alors qu'en réalité, les utilisateurs ne reçoivent qu'un accès très limité à Internet. Le projet de Facebook équivaut à proposer aux utilisateurs un « jardin fermé » avec certains services et pas d'autres. Il s'agit encore là d'une violation de la neutralité du Net.
- **Liberté d'expression** : Internet.org présente d'autres risques pour la liberté d'expression. La capacité de censure des passerelles Internet est bien établie. Certains gouvernements exigent des FSI qu'ils bloquent l'accès à certains sites ou services. La position que Facebook semble prendre permettrait à des gouvernements de faire pression sur lui pour bloquer certains contenus ou même, lorsque les utilisateurs doivent se connecter pour accéder à un site, bloquer l'accès à certains utilisateurs. Dans les pays qui pratiquent ce genre de restrictions, Facebook se trouverait à jouer le rôle d'arbitre dans les décisions de surveillance et de censure à l'égard des utilisateurs politiquement actifs.

L'entreprise ne devrait pas se mettre en position de devoir assumer cette responsabilité et risque de créer un lieu de passage obligé, centralisé et unique, de l'information.

- **Protection de la vie privée** : Nous sommes très inquiets des conséquences d'Internet.org sur la protection de la vie privée. La politique de Facebook à cet égard ne donne pas de protection suffisante aux nouveaux utilisateurs d'Internet, lesquels n'ont pas forcément une idée bien claire de l'utilisation qui pourrait être faite de leurs données ou ne sont pas en mesure de donner adéquatement leur consentement à certaines pratiques. En l'absence de déclarations affirmant le contraire, on peut supposer qu'Internet.org recueillera des données sur les utilisateurs par la voie de ses applications et services. L'utilisation que feront Internet.org et ses partenaires en télécommunications de ces données n'est pas clairement expliquée. Il serait donc d'autant plus facile pour les gouvernements et les acteurs mal intentionnés de surveiller les utilisateurs sur le Net.
- **Sécurité** : Les modalités actuelles de mise en œuvre d'Internet.org menacent la sécurité des utilisateurs. La version du 4 mai interdit l'utilisation du protocole TLS, de l'échange sécurisé SSL ou du chiffrement HTTPS par les services participants. Cela augmente les risques pour les utilisateurs en les rendant plus vulnérables aux attaques malicieuses et à la surveillance gouvernementale.
- **Internet à deux vitesses** : Le boum économique et la révolution de la connectivité qu'Internet a provoqués dans les pays développés doit profiter dans la même mesure aux trois milliards d'utilisateurs à venir. Le modèle d'Internet.org, qui donne aux utilisateurs un avant-goût de la connectivité avant qu'ils aient à acheter de forfaits dispendieux, ne tient pas compte de la réalité économique de millions de personnes qui n'ont pas les moyens de s'offrir les forfaits en question. Ces nouveaux utilisateurs se retrouveraient engagés dans des voies séparées et de moindre qualité de la connectivité à Internet, ce qui aurait pour résultat d'élargir, et non de combler, le fossé numérique.

Pour appuyer son intention déclarée de connecter des milliards de personnes à Internet, Facebook devrait défendre avec fermeté les principes de la neutralité du Net et du respect de la vie privée, de la sécurité et des droits des utilisateurs dans ses discussions avec les autorités et les gouvernements nationaux, tout en respectant ces mêmes principes dans ses propres projets commerciaux.

Signataires :

18MillionRising.org – É.-U.
Access - Multinational
Ageia Densi Colombia - Colombie
Baaroo Foundation - Pays-Bas
Bits of Freedom - Pays-Bas
Center for Media Justice – É.-U.

Centre Africain d'Echange Culturel (CAFEC) - République démocratique du Congo
Clinique d'intérêt public et de politique d'internet du Canada Samuelson-Glushko (CIPPIC) - Canada
Coding Rights - Brésil
Coletivo Interozes - Brésil
Colnodo - Colombie
ColorofChange.org – É.-U.
Community Informatics Network - Multinational
Data Roads Foundation - Multinational
Digital Rights Foundation - Pakistan
Digitale Gesellschaft - Allemagne
European Digital Rights (EDRi) - UE
Fight for the Future – É.-U.
Förderverein freie Netzwerke e.V. / freifunk.net - Allemagne
Free Press Unlimited - UE
Fundacion Karisma - Colombie
Fundacion para la Libertad de Prensa - Colombie
Future of Music Coalition – É.-U.
Global Voices Advocacy - Multinational
Greenhost - Pays-Bas
i freedom Uganda - Ouganda
ICT Watch Indonesia - Indonésie
Initiative für Netzfreiheit - Autriche
Instituto Bem Estar Brasil - Brésil
Instituto Beta para Internet e Democracia IBIDEM - Brésil
Instituto NUPEF - Brésil
Integrating Livelihoods through Communication Information Technology for Africa - Ouganda
International Modern Media Institute - Islande
Internet Policy Observatory Pakistan - Pakistan
IPANDETEC - Panama
IT for Change - Inde
IT-Pol Denmark - Danemark
Just Associates Southern Africa (JASS) - Afrique du Sud
KICTANet - Kenya
Korean Progressive Network Jinbonet - Corée du Sud
Media Alliance – É.-U.
Media Matters for Democracy (Pakistan) - Pakistan
Media Mobilizing Project – É.-U.
MediaNama - Inde
Movimento Mega - Brésil
Open Wireless Network of Slovenia - Slovénie
OpenMedia - Multinational
Paradigm Initiative Nigeria - Nigéria
Popular Resistance – É.-U.
Protege Qv - Cameroun

Red en Defensa de los Derechos Digitales (R3D) - Mexique
RedPaTodos - Colombie
Right 2 Know Campaign - Afrique du Sud
RootsAction.org – É.-U.
SavetheInternet.in - Inde
Savvy System Designs – É.-U.
Southeast Asia Freedom of Expression Network/Safenet - Asie du Sud-Est
TEDIC - Paraguay
The Agency League of Musicians – É.-U.
The Heliopolis Institute - Égypte
The Media Consortium – É.-U.
Unwanted Witness - Ouganda
Usuarios Digitales - Équateur
Vrijschrift - Pays-Bas
WITNESS - Multinational
xnet - Espagne
Zimbabwe Human Rights NGO Forum - Zimbabwe